



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Du monologue technocratique aux initiatives locales :
transformations des régions de montagne en Suisse
Françoise Lieberherr

Citer ce document / Cite this document :

Lieberherr Françoise. Du monologue technocratique aux initiatives locales : transformations des régions de montagne en Suisse. In: Économie rurale. N°117, 1977. Aménager l'espace ? pp. 61-72;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1977.2472>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1977_num_117_1_2472

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

Dans le monde moderne se diffusent partout les images stéréotypées d'un seul modèle de développement: croissance, consommation, concentration, conditionnement. Les régions de montagne en transformation vont-elles aboutir à la banalisation ou à la colonisation, voies extrêmes et stériles ? Des expériences concrètes tentent de sortir des ornières directives, planificatrices et dominantes. Des montagnards en propres inventeurs de leur vie et de leurs projets rejettent les rôles de figurants robotisés commandés de l'extérieur. Ils ne se laissent condamner ni aux idéologies de musée folklorique ni aux utopies idéalistes mais irréalistes, malgré des décideurs externes souvent rationnels et gestionnaires. En acteurs vivants et créateurs ils modernisent eux-mêmes la montagne.

Abstract

The transforming mountain regions in Switzerland : from directive tracks to concrete experiments - Everywhere in the modern world are diffused the stereotyped pictures of a single development pattern : growth, consummation, concentration, conditioning. Are the transforming mountain regions going to tend to the extreme and barren ways of banalization and colonisation ? Concrete experiments are trying to go out of the directive, planning and dominant tracks. As the very inventors for their life and their plans mountainers refuse automatized figurant roles ordered from outside. They don't allow themselves to be condemned either to folk-museum ideologies or to idealistic but unrealistic Utopia, in spite of external « deciders » being often rational and managing. As living and creative actors they modernize themselves mountain.

poraine occidentale. Les sociétés rurales de montagne marginales et périphériques sont contraintes à évoluer dans leur dépendance économique et territoriale.

Aujourd'hui le développement des moyens de transport et des réseaux de distribution, la multiplication des canaux de communication ont effacé les oppositions théoriques et définies entre sociétés rurales de montagne et sociétés urbaines, autant sur le territoire, dans les relations économiques que dans les modes de vie et les mentalités. Les modèles urbains dominants s'infiltrèrent, disloquent la logique familiale et les horizons villageois, uniformisant les comportements.

Les noyaux urbains, pôles de croissance, mettent en marche un mouvement de concentration économique, démographique et politique. Centres de décision et de capitalisation financière, ils étendent leur domination au-delà de leurs frontières politiques et administratives, c'est-à-dire sur des régions. Ils réorganisent et contrôlent des réseaux de relations hiérarchisées et spécialisées, et tendent par conséquent à devenir les centres régulateurs de la société. Ils imposent aux collectivités de montagne une dépendance qui s'exerce de manière inégale et déterminent ainsi divers types de régions sous-développées, en déclin, ou en expansion.

Transformations des régions de montagne

Dans les zones de montagne où les fortes contraintes naturelles et l'isolement géographique ont créé historiquement des conditions de survie précaire, les disparités se révèlent souvent accentuées. Les réponses adaptatives des collectivités de montagne ont varié considérablement en fonction des potentialités économiques locales, de la proximité et de la demande urbaines, de la vitalité des sociétés rurales, des capacités humaines de création collective et de résistance ou d'ouverture au développement.

L'industrialisation a transformé profondément les fondements économiques des collectivités de montagne. D'une part, le processus d'industrialisation a mis hors course des productions agricoles et artisanales non concurrentielles parce qu'elles ne satisfont pas à des critères de rentabilité. Le passage d'une économie d'autosubsistance à une économie de marché a modifié fondamentalement les données de la production et de l'échange, et par conséquent la structure et les principes d'organisation des collectivités de montagne.

D'autre part, la société industrielle a trouvé en montagne de nouvelles ressources qui répondent à ses besoins, soit l'énergie hydro-électrique et les espaces naturels favorables à la récréation. Elle tend à organiser leur exploitation à son profit. Ainsi aujourd'hui les régions de montagne présentent des évolutions très distinctes et inégales selon les ressources disponibles et leurs possibilités d'aménagement, et selon les réseaux qui les lient à la ville.

Le développement spectaculaire de certaines zones touristiques a induit une espérance souvent utopique et illusoire. Il reste très localisé, et dans notre économie

de profit s'exerce souvent au détriment des populations locales. Il crée des effets saisissants en bouleversant les cadres spatiaux, les activités, les modes de vie. Le tourisme promu au rang d'industrie répond aux besoins d'une majorité d'urbains qui consomment espaces naturels, neige, forêt, silence, air pur, parfois jusqu'au gaspillage. Avec lui s'infiltré une existence urbaine et ses modèles.

Le tourisme superpose à l'espace agraire un espace touristique exigeant une nouvelle technique d'utilisation. Pour remplir ces fonctions, les ressources doivent être industrialisées, c'est-à-dire aménagées par un équipement technique qui ne peut être entrepris que par le monde industriel. Mais les limites de ce « remède-miracle » sont vite atteintes : la lourdeur des investissements nécessaires et le caractère saisonnier de l'accueil entraînent des problèmes de rentabilité. Les nouveaux emplois locaux sont peu nombreux. La pratique d'une activité touristique anémie les autres secteurs et précipite leur déclin (vente de terrains agricoles, exode par inadéquation professionnelle sur place...).

Parallèlement à ces développements sectoriels, l'expansion économique de la société industrielle a créé des zones de dépression avec des mouvements d'évolution déclinante. Des sociétés rurales, dominées et marginales, ont réagi en termes négatifs : exode, diminution des personnes actives, vieillissement de la population, abandon d'une activité agricole non concurrentielle et figée qui n'a pas su s'inscrire dans la dynamique de l'évolution, disparité des revenus s'élargissant entre zones déclinantes et prospères, passivité, fatalisme, aversion croissante contre les caractéristiques de la vie rurale toutes jugées inférieures. On peut y trouver fondamentalement un manque d'initiatives locales et la recherche de solutions correctives à l'extérieur.

Le progrès technique engendré par la société industrielle renforce les clivages entre ceux qui savent l'adapter à leurs besoins et ceux qui le refusent ou en font un choix inadéquat. « Le retard technique fait du paysan montagnard le vrai prolétaire des temps modernes » (3). La ville a besoin de main-d'œuvre : la montagne perd ses jeunes actifs dont elle a assuré le coût de formation.

L'ouverture du monde extérieur sur la société globale, à partir d'une autarcie traditionnelle, se traduit en réalité par une dépendance progressive — démographique, économique, professionnelle, scolaire, commerciale, politique — vis-à-vis de la société dominante.

Ces développements inégaux et extrêmes démontrent que les sociétés rurales de montagne autrefois très diversifiées et autonomes sont contraintes à se convertir en ateliers de production spécialisée (espace, neige, énergie hydro-électrique...) pour survivre, tandis que les moins dynamiques ou les plus désorganisés fuient dans

(3) P. RAMBAUD. — *Economie et sociologie de la montagne, Albies-le-Vieux en Maurienne*. Paris, 1962.

le désespoir et le déclin. Ces évolutions mettent en évidence leur difficulté commune à retrouver et affirmer leur identité.

Des rythmes d'évolution non synchronisés

Pour assurer leur équilibre et leur survie, les collectivités de montagne mettent en place des ajustements, des régulations progressives et cumulatives. Ces réponses correctives traduisent l'adaptation continue des structures et des comportements sociaux. Ainsi le changement apparaît comme une donnée fondamentale et permanente de toute évolution. Mais une modification essentielle s'est opérée au niveau de son rythme et de son amplitude.

Autrefois une innovation s'insérait lentement dans le système et requérait de longues périodes d'adaptation. Les sociétés traditionnelles étaient orientées vers la perpétuation d'un équilibre structurel, aboutissement d'une longue évolution.

Aujourd'hui la civilisation vit dans un mouvement de transformation rapide. En renonçant à une vision définitive et immuable des faits, les sociétés modernes ont considérablement accéléré le rythme de leurs mutations. Le changement incessant devient un impératif dans une industrialisation en expansion continue. Entre société urbaine et société rurale aux dynamiques différentes, le changement n'est pas synchronisé : se crée ainsi entre elles un écart plus ou moins prononcé. Les collectivités rurales de montagne actualisent à divers degrés les tendances de la société dominante. Mais leurs tentatives de modernisation visent plutôt à figer un nouvel état de stabilité, alors que la société industrielle évolue dans le changement.

Les différences de rythme interviennent à divers niveaux : entre sociétés différenciées, entre groupes constitutifs d'une société, entre les multiples aspects économiques, technologiques, sociaux, culturels d'un système sociétal.

Il apparaît évident que la dynamique industrielle-urbaine valorise les mutations techniques, qui tendent à définir globalement l'évolution de cette société, évolution cumulative et accélérée. Mais l'adaptation des comportements sociaux se révèle nettement plus lente, avec entre autres des mouvements de refus, de rejet, de retour passéiste. Se créent alors des décalages culturels, des déséquilibres psychologiques, des conflits sociaux, des tensions entre les éléments vecteurs des transformations et les contextes anachroniques dans lesquels elles se déroulent.

Dans la logique dominante de notre civilisation occidentale, ces déphasages entravent l'efficacité d'une certaine rationalisation technique et économique. Mais surtout ils induisent l'attention sur une pratique sociale vivante qui ne se conforme pas aux courbes mathématiques des prévisions théoriques.

Quelques modalités d'évolution

A première vue il semble que la domination urbaine diffuse dans le monde rural une homogénéisation de la civilisation, un moule commun pour l'organisation économique et les comportements culturels et sociaux. Or les évolutions régionales et locales en montagne mettent en évidence des mouvements très diversifiés « en fonction des données géographiques, des pressions économiques et sociales extérieures, des traditions et du génie de la population, et des structures héritées du passé » (4). Ces adaptations tendent à préserver une certaine cohérence, à confirmer et renforcer leur originalité.

Cette observation trouve son explication dans deux processus fondamentaux. En premier lieu, modèles et innovations ne se transmettent pas passivement, mais les sociétés les intègrent par des mécanismes actifs. Chaque groupe choisit ses innovations, en refuse d'autres, et surtout réinterprète les nouveaux éléments en fonction de son propre code de valeurs, de ses besoins, de son mode de régulation sociale, et de ses comportements traditionnels. Il s'efforce ainsi d'aménager une nouvelle logique de fonctionnement par l'insertion et l'adaptation d'éléments externes.

En second lieu, une innovation, technique par exemple, n'agit pas au seul niveau de son emploi mais intervient dans tous les éléments constitutifs superposés d'une société. L'exemple maintes fois analysé de l'adoption du tracteur dans le travail agricole illustre bien ces répercussions successives : mutation technique, modification du statut social, prise de conscience du changement, transformation progressive des mentalités qui peuvent agir alors comme freins ou moteurs dans l'évolution.

Ces principes élargissent considérablement le cadre d'analyse socio-économique d'une collectivité spécifique. Ils nous suggèrent de dépasser l'étude des changements sectoriels pour aborder le système social, économique, politique, administratif dans sa totalité. Cette vision globale garantit une compréhension des interrelations et de leurs articulations, conférant aux faits analysés leur signification relative.

Ainsi cette intégration des collectivités rurales de montagne dans la société englobante n'est pas un simple phénomène d'assimilation. C'est un ajustement réciproque qui met en jeu les mécanismes des deux partenaires : ce processus dynamique contribue à modeler les traits essentiels de la civilisation de demain.

Ce survol rapide éclaire ces points de rupture déterminants qui se sont produits dans le rythme d'évolution lent et séculaire des sociétés rurales de montagne. En Suisse, on peut admettre que chaque collectivité montagnarde a développé sa logique et sa cohérence

(4) Cf. Groupe de Sociologie Rurale du CNRS, 1971, opusc. cité.

propre jusqu'à des dates variables de la fin du 19^e et du 20^e siècle selon les lieux.

L'industrialisation et l'urbanisation ont introduit une désorganisation économique et sociale progressive en rompant l'équilibre de subsistance instauré entre l'agriculture et les activités complémentaires. Les assises de la civilisation traditionnelle détruites, le système social s'est trouvé menacé dans sa cohésion et son autonomie. Il a dû « s'ouvrir au monde extérieur, en accueillir les influences diverses, laisser partir ses forces excédentaires » (5).

L'évolution des sociétés rurales de montagne s'esquisse comme un mélange étonnant d'influences externes et de poussées internes, de ruptures et de continuité. L'essentiel de leur développement est induit par les mutations de la société industrielle et urbaine, situant leurs transformations dans la dynamique du changement global. Par conséquent, l'analyse spécifique d'une collectivité ne peut être interprétée que par rapport à des processus globaux tels que migration, formation, mobilité, disparité, et à leur évolution.

Mais en même temps que le développement des sociétés rurales de montagne cherche explication et signification en dehors de la ruralité, il est soumis à la logique propre de fonctionnement et d'évolution des collectivités locales qui leur assure une certaine spécificité et autonomie.

Pour évaluer la portée du changement, il importe d'en déterminer les facteurs. Les analyses locales en révèlent un certain nombre : abandon de l'exploitation agro-pastorale, désertification du milieu, exode rural sélectif, anémie biologique et économique de collectivités, inadaptation des équipements, revenus insuffisants. S'y ajoutent selon les cas l'industrialisation des techniques, la concentration urbaine de l'infrastructure pour la formation scolaire et professionnelle, l'amélioration des moyens de communication, l'émigration professionnelle pendulaire, la diffusion de l'information, une reconversion touristique ou industrielle, les classes d'âges de ceux qui détiennent le pouvoir. Tous ces facteurs endogènes et exogènes se conjuguent, favorisent l'insertion des collectivités montagnardes dans la société globale et dessinent leur évolution.

Le développement, son contenu et ses ambiguïtés

Cette problématique volontairement générale du changement implique quelques précisions sur le développement et les différents contenus qui lui sont attribués. Dans les limites de cet article, nous esquissons schématiquement quelques tendances générales.

De nos jours le développement se révèle un concept dominant si répandu qu'il tend à s'imposer comme une donnée naturelle et permanente de l'évolution humaine. Mais cette tendance évolutive est un phénomène historique récent, étroitement lié à l'industrialisation et à l'urbanisation.

De nombreux auteurs ont été tentés de justifier une certaine hiérarchisation des sociétés, formulant une théorie unitaire du développement économique et social qui conduirait linéairement les sociétés traditionnelles à leur intégration à la société industrielle.

Cet évolutionnisme arbitraire a créé sa dimension comparative : le sous-développement, notion relative et essentiellement négative. Ainsi beaucoup de régions de montagne sont définies comme sous-développées à cause de leurs caractéristiques sociales, culturelles et économiques distinctes de la logique et de la dynamique industrielles-urbaines.

Cette classification dualiste développement et sous-développement est ambiguë et sournoise parce qu'à la base elle repose essentiellement sur des critères quantitatifs — économiques et techniques — et qu'elle implique un jugement de valeur péjoratif à l'égard du concept de sous-développement. Elle se superpose à une distinction définitive et discriminatoire « riches » et « pauvres » qui élimine les dimensions qualitatives.

L'ambiguïté de ce concept de développement a entraîné quelques confusions dans la signification et l'emploi d'autres concepts qui lui sont liés et qui sont utilisés fréquemment comme synonymes.

Ainsi, la croissance ne caractérise qu'un aspect sectoriel et quantitatif, alors que le développement met en cause toutes les dimensions des activités humaines (6). Ce sont la logique de notre société industrielle occidentale centrée sur la croissance économique et la valorisation de la technicité qui ont créé la confusion entre ces deux notions. Il est banal mais éclairant de remarquer que la puissance des individus comme celle des Etats se mesure au niveau de leurs revenus effectifs et potentiels (indice du produit national brut, etc.).

La croissance n'étant pas un processus uniforme dans le temps et dans l'espace, des distorsions et de fortes contradictions surgissent dans la pratique sociale : les mentalités peuvent rester fixées sur un code de valeurs passésistes même si les individus sont transplantés dans un habitat moderne fonctionnel, les structures administratives tendront à la sclérose malgré une augmentation de la productivité industrielle, l'organisation des responsabilités et de l'autorité n'évolue pas en même temps que l'accroissement du niveau de vie.

Dans notre société occidentale qui recherche les biens matériels, la croissance n'a pas suffisamment modifié les comportements sociaux et leurs possibilités

(5) P. HOUÉE. — Les étapes du développement rural, t. 1 : une longue évolution (1815-1950) ; t. 2 : la révolution contemporaine (1950-1970). Paris, 1972.

(6) M. CEPEDE. — Aspects sociologiques du développement dans les sociétés rurales. Espace 90, n° 44, Paris, 1974, pp. 15-22.

d'adaptation. Ainsi elle se révèle déstabilisatrice et entraîne des tensions et des conflits d'intérêts inhérents au fonctionnement du système global. La croissance agit comme un facteur dynamique dans le processus du développement. Mais ses effets et conséquences soulignent la nécessité d'en modifier le contenu.

Un autre concept fréquemment utilisé est celui de progrès, dont les contours mal délimités ajoutent à la confusion. Il implique un processus cumulatif de transformations qui peuvent se quantifier dans les domaines économiques et techniques (indice de production, efficacité d'une machine). Mais l'appréciation qualitative de progrès social, culturel et humain est contestable : elle supposerait des critères universellement admissibles déterminant la supériorité d'une coutume, d'un art, d'une pratique religieuse ou d'un code moral.

Or chaque société juge ce qu'elle considère comme le sens du progrès en fonction de ses objectifs, tous mesurables à travers son propre système de références. Dans l'évolution historique, la civilisation occidentale

a conquis un savoir scientifique, une puissance énergétique et un pouvoir technologique incontestés. Se dessine alors la tendance d'imposer les critères et les modèles occidentaux de progrès social et humain postulés comme supérieurs. Loin de nier la réalité d'un progrès, ces considérations visent à le concevoir avec plus de prudence.

Une même ambiguïté entoure le terme « moderne », notion chronologique relative mais utilisée fréquemment comme mesure discriminatoire. La tendance actuelle traduit les caractéristiques des sociétés dites développées comme des indices de modernisation : accroissement sans précédent de la productivité, degré d'urbanisation, modes de consommation, importance de la délinquance ou encombrements de la circulation automobile. Cette approche simpliste doit être considérée avec une distance critique. Parce que non seulement elle omet les sous-produits négatifs créés par ces sociétés, mais elle impose une progression dans une direction unique (7).

2. LOGIQUE DOMINANTE DES INTERVENTIONS

Choix ou déterminisme des modèles ?

La finalité technique introduite par l'industrialisation crée-t-elle pour tous une « société optimale » ? Notre civilisation technicienne tend à ne considérer que des « hommes économiques » visant un profit maximal, et à négliger leurs choix sociaux. Or la recherche de sécurité ou de prestige, le besoin d'un rôle social, l'amélioration du statut professionnel constituent des faits psychologiques et sociologiques déterminants même s'ils sont considérés comme des comportements irrationnels entravant un développement « efficace ».

Les sociétés rurales de montagne qui sortent d'un équilibre séculaire révèlent toutes ces contradictions. En même temps elles voudraient conserver leur autonomie et jouir de la parité avec les milieux urbains. Elles sont tiraillées entre la fidélité au passé et les exigences du présent. Malgré l'insertion de leurs activités dans les rouages de l'économie industrielle et l'élargissement de leurs réseaux d'échanges elles voudraient préserver leur spécificité.

Dans la première moitié du 20^e siècle, ces collectivités de montagne ne voyaient leur avenir que dans la continuation améliorée de leurs conditions, c'est-à-dire autonomie et ruralisme. Elles ont de grandes difficultés à trouver une nouvelle voie parce que la société dominante ne leur propose pas d'alternative mais leur « impose » un seul type de développement : s'intégrer dans une société qui n'est pas adaptée à leurs dimensions, qui n'est pas conçue en fonction de leurs besoins et de leurs options. En refusant une simple assimilation rapide, elles prennent conscience qu'elles doivent elles-mêmes inventer leur modèle et leur projet de développement.

Toutes ces contradictions suggèrent d'admettre plusieurs voies de développement (8). D'ailleurs les échecs enregistrés dans l'application directe et mécanique d'un schéma mettent en doute l'idée d'un modèle général et absolu pour toutes les régions de montagne et toutes leurs étapes d'évolution. Il est banal de rappeler qu'une certaine routine technocratique se contente trop facilement de spéculations théoriques viables sur le papier mais non ajustées à la réalité.

Mettre l'accent sur les valeurs authentiques et originales ne condamne pas une collectivité rurale de montagne à la folklorisation, à l'« enlèvement montagnard » ou au statut de musée. Au contraire d'une idéalisation passiviste et nostalgique qui valorise un « bon vieux temps » utopique, il s'agit d'une expérience dynamique et vivante. C'est l'imagination sociale, créatrice en permanence qui permettra au monde de la montagne de se « moderniser » de façon originale.

Logique industrielle et urbaine

La dominance de leur société tend à masquer un aspect fondamental aux professionnels et praticiens travaillant dans les régions de montagne. C'est l'origine industrielle et urbaine de différents concepts — croissance, économie de profit, tourisme — qu'ils projettent directement sur les collectivités rurales montagnardes, et la même origine des techniques qu'ils leur proposent : aménagement du territoire, remembrement parcellaire, études socio-économiques, projets architecturaux. Il en

(7) UNESCO. *Approches de la science du développement socio-économique*. Paris, 1971.

(8) R. BASTIDE. — *Anthropologie appliquée*. Paris, 1971.

résulte que les spécialistes ont tendance non seulement à analyser la montagne avec leur propre logique urbaine et rationnelle, mais en outre à résoudre ses problèmes avec des interventions souvent inadaptées aux préoccupations et aux besoins réels des montagnards.

Ainsi le tourisme en tant que produit d'une société industrielle spécialisatrice est perçu différemment par le citoyen consommateur et le montagnard plus souvent gestionnaire salarié que producteur. L'activité touristique crée des possibilités de gain pour les montagnards, mais elle occasionne une confrontation permanente loisirs des uns — travail des autres souvent mal interprétée. Par conséquent, il serait simpliste de réduire le tourisme en simple secteur économique. Il introduit en termes nouveaux un problème global d'évolution : celui des rapports réciproques entre deux sociétés.

Pour une gestion de l'espace à la mesure de l'homme et de la montagne

Les paysages traditionnels de montagne ont été modélisés et façonnés par l'homme : les activités humaines ont créé divers espaces spécialisés qui se superposent. Ainsi chaque société prise dans son cadre de vie s'exprime concrètement sur le sol.

Le poids contraignant des facteurs naturels en montagne a été inlassablement évoqué : pente, rareté des sols, rudesse du climat, instabilité des versants, difficultés de communication. Dans cet environnement précaire, les collectivités montagnardes se sont adaptées à leur espace de survie par une exploitation raisonnée et raisonnable des potentialités naturelles. Mais l'industrialisation, son processus de développement et la croissance démographique se sont accompagnés d'une demande accrue d'espace. Le déclenchement de déséquilibres et leur amplification rapide ont augmenté la vulnérabilité du milieu.

Dans ce monde de la verticalité, l'instabilité des versants peut être aggravée par un déboisement inconsidéré, par le nouveau tracé d'une route ou par l'implantation d'une ligne électrique. La disparition du bétail entraîne une transformation du paysage végétal. La forte pression urbaine sur des zones pressenties pour satisfaire des fonctions de détente réduit considérablement les surfaces vertes, provoque l'envahissement des sites et leur dégradation. Le déclin des activités traditionnelles s'accompagne selon les lieux d'un exode de la population, ou de l'introduction de nouvelles activités qui artificialisent et limitent les rapports humains avec l'environnement (9).

Ces diverses évolutions du milieu caractérisées par un rythme rapide et un développement massif succè-

dent à des siècles d'évolution lente où un jeu de construction séculaire ajustait, modifiait, améliorait pièce par pièce pour s'adapter aux impératifs nouveaux sans démolir les fondements.

C'est pourquoi il importe dès aujourd'hui et pour l'avenir de restructurer les cadres spatiaux en accord avec les contraintes d'évolution. Pour ordonner l'extension des collectivités dans le milieu, le monde rationnel a mis au point une technique, l'aménagement du territoire. Il n'est qu'un instrument pour assurer une certaine organisation de l'espace.

L'aménagement du territoire s'est développé dans une euphorie basée sur le mythe inébranlable de l'efficacité technologique. Il y a une quinzaine d'années, les problèmes apparaissaient définissables, compréhensibles, et leurs tentatives de résolution rencontraient un certain consensus général (10). Les techniciens ont multiplié les interventions en ne tenant compte que de leurs effets directs. Mais la sensibilisation progressive du public sur différentes répercussions négatives a remis en cause une conception trop planificatrice et rationnelle de l'aménagement du territoire. Le fonctionnement de cet « outil » n'a pas tenu toutes ses promesses parce qu'on a négligé de connaître les besoins et les intérêts véritables des usagers avant de l'utiliser.

On peut se demander si la pratique traditionnelle de l'aménagement du territoire n'a pas abouti à des fins contraires à son objectif prioritaire, c'est-à-dire une compréhension dynamique de l'évolution s'inscrivant sur le sol. En effet, la répétition de normes et de schémas identiques fixe un cadre rigide pour un certain nombre d'années. Cette démarche nie la logique dynamique de toute tendance évolutive.

Outre son orientation très urbaine, la pratique générale de l'aménagement du territoire en Suisse est basée sur des principes méthodologiques essentiellement techniques : elle ne saisit que les aspects matériels (infrastructures, etc.) d'une collectivité et réduit la dimension humaine à quelques données démographiques. Un tel aménagement ne peut qu'organiser un cadre de vie vidé de son contenu humain. Il ordonne un territoire mais oublie d'y insérer l'homme.

L'aménagement du territoire a souvent été confondu avec la planification économique ou avec des idéologies sociales. Mais comme technique écologique qui doit arbitrer et résoudre sur le territoire les conflits dus aux interventions économiques, ses compétences et ses limites d'action restent spécifiques et restreintes.

Ces quelques remarques critiques nous semblent contribuer à définir une conception plus souple et adaptative de gestion du territoire, s'ajustant aux conditions réalistes de développement. Elles nous suggèrent

(9) J. BILLET. — Connaissance des milieux montagnards et implications dans le choix des politiques d'aménagement. Conférence à la 154^e sess. ann. Soc. helv. sc. nat., Neuchâtel, 1974.

(10) L. VEUVE. — Planification et participation. Départ. d'architecture, Ecole Polytechnique Fédérale, Lausanne, 1974.

aussi de rechercher une forme spécifique de gestion de l'espace montagnard qui soit conçue en fonction des caractéristiques, des dimensions et des besoins de ces régions.

Il est alors important de distinguer les contenus différents associés au concept d'espace montagnard (11) : espace total de vie pour les uns, espace spécialisé et partiel de loisirs pour les autres. Traditionnellement pour le montagnard, l'espace est un milieu de vie global assurant la survie biologique et sociale et la permanence du groupe par la transmission héréditaire du foncier. Son organisation en parcelles s'impose comme une projection sur le sol des rapports sociaux du groupe : échanges matrimoniaux et économiques.

Les modifications de cet espace pour une exploitation rationalisée et technique, soit agricole soit touristique, bouleversent fondamentalement et irréversiblement les signes d'une lecture séculaire apprise par tous. Qu'il s'agisse d'un remembrement parcellaire, opération visant une productivité plus efficace, ou de l'équipement d'un site et de l'industrialisation de ses ressources récréationnelles, ces transformations de l'espace collectif traditionnel entraînent une révolution psychologique.

Un développement de la montagne ne peut aller à contre-courant de la conjoncture ou négliger les coûts des équipements et des investissements nécessaires. Il ne peut non plus ignorer les contraintes naturelles d'un monde vertical ou la domination centralisatrice économique des zones urbaines. Mais il doit rester à dimension humaine.

Par conséquent toute organisation optimale d'un espace montagnard ne peut s'envisager qu'à travers une préoccupation et une juste mesure de l'homme, garantissant aux populations concernées de préserver leur authenticité, d'affirmer leur personnalité, et d'être les artisans de leur vie de demain.

Limites des diagnostics socio-économiques et de la quantomanie

Dans notre société contemporaine qui spécialise toujours plus les fonctions, les professionnels et les diagnostics se multiplient. Leurs champs d'étude précisément découpés et cloisonnés tendent à imposer une idée fallacieuse : c'est-à-dire que le développement socio-économique est régi par un ensemble de variables indépendantes dont chacune exige des techniques particulières d'analyse et d'interprétation.

Surtout, ces pratiques aboutissent à des débats et querelles où chaque spécialiste cherche à faire valoir l'influence prépondérante et le facteur causal à la catégorie des faits qu'il étudie. Il ne se réfère qu'à son propre cadre de connaissances tout en admettant

que son analyse est partielle. Cette revendication de la primauté économique, sociologique, psychologique, écologique, politique et culturelle ne peut conduire qu'à une discussion stérile.

En effet, comment délimiter la ligne de partage entre l'économique et le social ? Par exemple, le loisir est un produit de la société industrielle dont elle organise l'exploitation à son profit, mais le travailleur le vit comme un choix personnel lui permettant d'exprimer sa personnalité. La distinction aisée sur le papier se révèle beaucoup plus floue et difficile à saisir dans la réalité concrète. Pourquoi les facteurs sociologiques du développement sont-ils souvent considérés « comme des obstacles ou des entraves à la croissance économique, évoquant l'idée d'un moteur économique efficace freiné par un poids mort social récalcitrant » (12).

En réalité nous sommes fondamentalement prisonniers de modes de pensée qui orientent notre approche : d'une part une habitude académique caractérisée par le cloisonnement disciplinaire et les raisonnements strictement analytiques, et d'autre part une conception occidentale centrée sur le raisonnement de cause à effet. En outre, nous observons aujourd'hui une distance fréquente, qui peut aller jusqu'à la rupture, entre une théorie souvent inerte et inefficace et une pratique exigeante par ses contradictions.

Ainsi les interférences complexes des multiples aspects de la vie en société nous interdisent de déduire des relations causales simples, et de recomposer un fait social total à partir d'éléments sectoriels arbitrairement découpés.

Autre tendance analytique généralisée : la quantification illimitée et définitive de tout contenu social et humain. Le progrès technologique se substitue à la réflexion méthodologique. Les statistiques auréolées d'une espérance et d'un prestige scientifiques s'attribuent un pouvoir décisionnel incontesté. Mais leurs compétences techniques sont limitées : support aux interprétations et aux vérifications des événements analysés mais jamais finalité d'une étude socio-économique.

Interroger un chiffre, c'est en fait interroger des hommes dans leurs vies et leurs actions. Mais dans leur interprétation il faut se souvenir que ces chiffres, même sous une expression formelle identique, n'ont pas la même valeur selon les époques et selon les contextes d'analyse.

Dans la conduite d'une analyse, le chercheur doit se méfier de deux attitudes extrêmes qui pourraient orienter arbitrairement ses conclusions : une tendance à privilégier les aspects généralisés et universels d'un groupe donné, conduisant souvent à un déterminisme aveugle ou à un schématisme simpliste, et à l'opposé une disposition à trop singulariser l'objet d'étude et le soustraire ainsi à toute comparaison et à tout schéma d'ex-

(11) P. RAMBAUD. — Société rurale et urbanisation. Paris, 1969.

(12) Cf. UNESCO, 1971, op. cit.

plication. Un comportement scientifique doit à la fois respecter l'originalité de chaque cas et assurer la comparabilité des analyses.

On observe une tendance progressive à dépasser l'approche descriptive pour rejoindre un niveau explicatif articulé sur la rigueur de l'analyse et l'actualisation des événements, et d'autre part à éviter la réduction statique des phénomènes sociaux et économiques pour saisir leur dynamique évolutive.

La prolifération actuelle d'enquêtes menace de nuire à la crédibilité et à l'efficacité des études socio-économiques. Il faut dénoncer chez les « professionnels » une tendance à vouloir détenir le monopole de leur domaine. Sous prétexte d'être les seuls compétents, ils ne se limitent pas à expertiser une situation donnée mais ils imposent aux collectivités leur propre conception sociale et économique du monde. En prenant en charge les pro-

blèmes des montagnards, ils démobilisent et déresponsabilisent les populations concernées et risquent de les enfermer dans un quelconque déterminisme, économique ou idéologique. Chez les « demandeurs » ce besoin croissant doit s'analyser comme l'indicateur d'une recherche de connaissance objective certes, mais peut-être aussi d'une certaine fuite vis-à-vis d'une responsabilité collective.

Cette attente concrétise une confusion fréquente et un piège majeur : étendre la portée des études socio-économiques, simples outils d'analyse, à une fonction thérapeutique qui en ferait un remède pseudo-scientifique aux inégalités sociales. L'étude socio-économique ne reste qu'un moyen contribuant à une meilleure compréhension de la réalité complexe pour des groupes humains en prise avec des événements qu'ils souhaitent maîtriser et orienter.

3. ACTIONS LOCALES : QUI SONT LES SPECTATEURS ET LES ACTEURS ?

Rôle de l'animation

Comme nous l'avons souligné précédemment, on ne manque ni de diagnostics pertinents ni de thérapeutiques variées élaborées par des spécialistes sûrs de leur compétence. Mais on a tendance à négliger les patients : on ne leur fournit pas de « posologie » ou notice explicative, et on ouvre rarement le dialogue constructif qui les conduise de la connaissance de leur état à la prise en charge de leurs responsabilités.

Et pourtant cette sensibilisation essentielle a aussi son instrumentation : l'animation. Celle-ci apparaît globalement comme une méthode sociale favorisant l'adaptation des groupes et des individus aux changements multiples et permanents d'une société en évolution rapide. Mais selon les décideurs et leurs objectifs, l'animation recouvre deux conceptions antithétiques.

Schématiquement, on observe une tendance descendante qui utilise le système d'animation comme instrument d'intégration d'une collectivité rurale ou d'une sous-culture à la société globale. Cette démarche oriente les changements nécessaires pour éliminer les obstacles qui retardent une certaine « évolution historique » ou freinent la « croissance ». Cette participation dépendante masque les conflits et les rapports de force, crée l'illusion d'une autonomie. En réalité, elle impose un niveau décisionnel externe et aboutit à une simple assimilation.

L'évolution récente qui enregistre un élargissement considérable des pouvoirs publics et administratifs dans les différents secteurs de la vie collective contribue à multiplier cette animation-intégration. Considérée comme une technique permettant d'accroître l'efficacité d'un système socio-économique, cette pratique consiste à parachuter décisions et interventions à partir d'une collaboration faïtière des gestionnaires et des

spécialistes. Mais l'existence de conflits et de contradictions sociales fait ressortir que le changement social a une expression spécifique et une dynamique indépendante des changements planifiés par les structures du pouvoir. Le monologue des technocrates ne peut satisfaire les deux partenaires en présence.

La tendance opposée dite ascendante se propose de rendre les individus, groupes et collectivités conscients et responsables pour les amener à assumer eux-mêmes les changements et les projets d'avenir. Elle suppose une participation réelle, c'est-à-dire une collaboration constructive qui entraîne un ajustement réciproque et constant des idées, des besoins et des objectifs exprimés en cours d'opération.

Cette animation endogène est un processus dynamique et ouvert contribuant à susciter une vision critique, une perception plus objective et globale des problèmes débouchant sur la création d'une responsabilité collective. Elle vise dès le départ une affirmation des identités et des initiatives (13).

Ces deux tendances considérées à l'extrême créent des mythes autour de ce thème de l'animation : qu'il s'agisse d'un égalitarisme naïf niant conflits et rapports de force ou d'une contestation acharnée et destructrice sans imagination et réalisme créateur. Il faut exclure les tendances stérilisantes. Une animation endogène implique fondamentalement de sortir à la fois des utopies et d'une rigidité bureaucratique qui place les institutions hors de la vie vécue (14).

(13) P. HOUEE. — Développement microrégional. Un premier bilan. Espace 90, n° 39, Paris, 1974, p. 8-25.

(14) R. LABOURIE. — Deux expériences d'animation de collectivités territoriales. Intentions et interrogations. Les cahiers de l'animation, n° 2, Marly-le-Roi, 1973, p. 51-80.

Dans le monde contemporain où le changement devient permanent, certains groupes éprouvant des difficultés d'adaptation peuvent se réfugier dans la passivité et la sclérose ou au contraire dans un conformisme excessif qui les dépersonnalise. Cette inertie peut être un moyen défensif contre la pression d'une société trop bien programmée ou un moyen sécurisant qui consiste à renoncer aux responsabilités. De toute façon l'image de béatitude sociale dont se réclament certaines collectivités figées dans l'immobilisme et les situations acquises n'est qu'une mystification (15).

En outre, la pratique généralisée des études peut contribuer à cette fuite : en prenant en charge les problèmes des collectivités, elles démobilisent les populations concernées.

Ainsi l'animation apparaissant comme un mécanisme tantôt régulateur, compensateur ou catalyseur est moins une technique qu'une interrogation ou une impulsion. Elle implique une participation réelle qui n'est pas un cadeau gratuit mais qui se paie par des mutations à assumer, par des conflits à surmonter.

Cette participation a pour objectif d'inventer des mécanismes créant des structures qui ne soient pas héritées passivement mais devenues actives pour que les populations libérées du déterminisme et de l'automatisme puissent s'exprimer. C'est rendre les sociétés elles-mêmes plus adaptatives et plus créatrices.

L'animation, programme à très long terme, est un processus discontinu composé de moments inégaux : effervescence, désenchantement, temps morts, inertie. Ainsi, la pratique sociale met en évidence que l'évolution d'une collectivité ne correspond pas aux déroulements linéaires et chronométrés et aux enchaînements logiques conçus par les planificateurs.

Pour garantir une participation active des collectivités, les animateurs responsables de la sensibilisation et de la formation doivent exclure un rôle directif, autoritaire ou strictement gestionnaire. Catalyseurs, relais entre les différents organes de décision, agents de socialisation et d'espérance, ils doivent entretenir un dialogue.

Des paramètres spécifiques à la montagne

Ainsi toute action de développement en montagne qui se veut autre chose que la création de réservoirs de main-d'œuvre ou de musée rural alpin doit répondre aux besoins et conditions spécifiques de ces régions.

En montagne, à cause de ses caractéristiques et de ses contraintes, aucune activité économique ne peut garantir exclusivement le renouveau et l'avenir. Par exemple, l'agriculture non concurrentielle en termes de marché assure une production spécialisée de qualité.

et la fonction d'entretien du milieu indispensable à toute reconversion touristique et estimé aujourd'hui en Suisse au coût salarié d'environ 1.000 francs l'hectare par an. Les industries dispersées ne garantissent qu'un certain nombre d'emplois. Quant aux retombées touristiques elles sont généralement minimales pour les populations locales.

Le tourisme si souvent considéré comme l'unique remède peut s'orienter diversement : pôle de sports d'hiver suréquipé répondant au marché de la neige, zone climatique, village familial, site rural ou culturel. Il faut par conséquent rechercher des formules adéquates s'intégrant à d'autres activités ainsi que des solutions de complémentarité entre agriculture et artisanat ou industrie, ou entre divers types d'exploitation agropastorale.

L'avenir des régions de montagne doit donc se concevoir dans une polyvalence des activités au niveau de la collectivité et une spécialisation des individus pour assurer un équilibre viable entre les diverses activités.

L'espace montagnard est sollicité de toutes parts : le foncier change fondamentalement de fonction, de vocation et de valeur monétaire. Devenu objet commercialisé, sa vente directe illusionne les montagnards par un profit à court terme. Mais qu'il s'agisse de son occupation par des résidents urbains, ou de son exploitation commerciale par des agents spécialisés, investisseurs et promoteurs, cet espace échappe progressivement à la maîtrise des montagnards réduits à de simples gestionnaires salariés de leur territoire.

Il est évident que l'équipement touristique d'un site réclame des compétences techniques et des investissements qu'il faut solliciter en dehors de la montagne. Mais face aux intérêts externes « demandeurs-investisseurs », la possession du foncier par les montagnards constitue un pouvoir capital et détermine leur marge de manœuvre. C'est le seul agent économique stable d'une collectivité par rapport aux positions financières dominantes de leurs interlocuteurs dépendants des centres de décision et de financement liés à la société urbaine.

D'une manière schématique et générale la « rentabilité » d'un développement touristique estimée par des financiers ne se calcule que d'après des critères monétaires de profit à moyen terme. Que ces agents commerciaux utilisent rationnellement la montagne au moindre coût ou qu'ils l'exploitent au maximum sans tenir compte des dégradations provoquées, leurs normes extrêmes négligent les intérêts des autochtones. Les seules variables humaines prises en considération sont les besoins et désirs de la future clientèle consommatrice touristique. Dans ce schéma-type ne concordent ni les intérêts, ni les buts, ni les valeurs de référence des financiers et des habitants montagnards.

Ainsi tout développement qui ne vise pas la promotion et le bénéfice des populations locales risque fort de déboucher sur une colonisation de la montagne

(15) J.-F. CHOSSON. — La collaboration de l'animateur et du sociologue dans une perspective de changement social. Peuple et Culture, Paris, 1970.

ou sur une prolétarianisation des montagnards. Les exemples ne manquent pas. La colonisation trouve un terrain favorable grâce à la convergence d'une demande touristique, de l'attrait d'une opération financière et de la désorganisation des collectivités. Les revenus insuffisants des petits exploitants ne leur permettent pas d'organiser leur mutation professionnelle et les engagent à accepter des emplois subalternes non qualifiés dans l'industrie ou le tourisme. A l'autre extrême il est tout à fait inconcevable de vouloir maintenir une situation économique et humaine périmée.

Nous aimerions souligner qu'une collectivité de montagne en difficulté sinon en déclin se trouve en position défavorable par rapport à des agents et intérêts industriels et urbains dominants. Les rapports de force faussés au départ rendent ces collectivités particulièrement vulnérables aux interventions externes. C'est pourquoi toute stratégie de développement local doit surmonter cet handicap en s'appuyant sur des montagnards responsables et préoccupés d'un avenir construit par eux et pour eux.

Des réponses directives ou spontanées

La montagne en Suisse n'a pas été oubliée. Sa participation profondément enracinée à l'histoire et au patrimoine suisse a été consolidée par un vaste programme politique fédéral d'aide aux régions de montagne. Le catalogue des mesures s'applique essentiellement à l'agriculture. Mais son efficacité est restée limitée : visées trop sectorielles qui ne tiennent pas compte des transformations économiques globales, stratégie de subventions qui tend à déresponsabiliser les montagnards et étouffer leurs initiatives.

Un autre sauvetage économique est universellement proposé par les deux parties : créer des places de travail sur place. Mais ce genre d'intervention agit souvent trop superficiellement parachutée par la bonne volonté ou des intérêts camouflés, à la manière d'un analgésique qui soulagerait la douleur mais ne supprimerait pas ses causes.

Depuis quelques années l'aide fédérale s'oriente vers une conception générale du développement économique dans les régions de montagne (16) mais il est encore trop tôt pour en apprécier les résultats.

Dans le cadre de notre sujet, nous nous proposons d'évoquer quelques expériences locales permettant d'analyser les différents mécanismes d'intervention, et de prouver la validité des initiatives qui sortent des ornières directives, planificatrices et dominantes.

Sans adhérer à un courant d'autojustification sans nuances, il faut préciser que les structures fédéralistes

(16) Dès le début 1975 est entrée en vigueur la loi fédérale d'aide aux investissements dans les régions de montagne.

en Suisse autorisent une certaine marge d'autonomie dans les décisions et les démarches.

Sonogno (17), dernier village à 900 mètres d'altitude de la Valle Verzasca au sud des Alpes (Tessin), a pris l'initiative de penser le futur.

Paradoxe de cette Valle Verzasca enclavée : les qualités remarquables de son paysage et de son habitat attirent chaque année des dizaines de milliers de touristes en excursion d'une journée mais elle n'en retire que des retombées dérisoires. Une population d'environ 1.000 habitants anémiée par une longue tradition d'émigration se déplace quotidiennement en forte proportion pour travailler en plaine, accentuant sa dépendance économique et sociale. Ces migrations professionnelles pendulaires caractérisent plutôt les villages d'aval.

Les quelque 90 habitants de Sonogno vivent en majorité de l'élevage dans un cadre aménagé par une construction et un modelage séculaires. Mais l'entretien de ce « décor » n'est pas rétribué, même pour la satisfaction et la pellicule des visiteurs fuyant leur environnement bétonné et préfabriqué. Ces montagnards ont voulu s'adapter à des conditions de vie et à des modèles d'aujourd'hui, dont les touristes et la télévision leur imposent quotidiennement des images très attractives.

Face à l'alternative extrême de fuite vers les « bienfaits » urbains, un processus de prise de conscience s'est amorcé dès 1968, encouragé par des actions ponctuelles et successives de subventionnement public pour la protection de l'habitat. Ces premières améliorations du cadre de vie ont suscité une volonté d'agir et de projeter un avenir. Construction d'un centre social avec fromagerie et dispensaire, organisation d'une étable communautaire par de jeunes agriculteurs pour l'exploitation plus rationnelle de l'élevage caprin, projet de fondation pour l'achat et la rénovation de vieux bâtiments abandonnés reconvertis en maisons de vacances à louer, création d'une patinoire et d'une société de patinage par les habitants tous complètement expérimentés dans ce sport mais sûrs de ses promesses sociales et culturelles, participation des femmes aux diverses opérations de préparation de la laine (filage, teinture, tricotage) constituent les coordonnées de leur vie montagnarde en 1975.

Il se passe quelque chose aux dimensions collectives. Certains exploitants qui ont refusé de s'associer à l'initiative communautaire ont fait construire leur propre nouvelle étable à côté du bâtiment collectif. A l'école, les enfants motivés par des perspectives agricoles neuves se projettent déjà comme les futurs paysans du village.

Les habitants de Sonogno ont pris la responsabilité de leur avenir malgré les politiciens qui se désintéressent d'un si faible électorat, malgré les économistes qui ne

(17) B. et F. LIEBERHERR et C. COCCO. — Sonogno. Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage, Berne, 1974.

raisonnent qu'en courbes de croissance, malgré les aménagistes traditionnels ignorant les comportements culturels, malgré les protecteurs de la nature et des sites qui se contentent de figer pour le bien national un cadre romantique et préservé. Ils ont établi leurs projets malgré l'habitude technocratique de juger avec des moyennes qui dissimulent l'importance des écarts individuels, camouflant ainsi les problèmes dans leurs réelles dimensions et amplitude.

A l'image facile d'un cheminement en terrain accidenté montagnard, la démarche fut lente pour assurer chaque pas. Elle illustre la prépondérance du facteur temps dans toute expérience vécue. Parce que les planificateurs et les décideurs externes qui organisent des phases rapides, continues et logiques oublient trop souvent que la pratique sociale vit des temps discontinus, inégaux et surtout nécessairement longs.

Cette expérience qui reste à la mesure de ce village et des options de ses habitants ne se prétend pas un schéma pour multicopie routinière. Mais ce qu'on peut lui emprunter : cette prise en charge et cette création par les montagnards eux-mêmes sans intervention paternaliste externe. Forme d'enracinement, mais lucide et non passiste.

Corippo. A l'autre pôle, une collectivité de la même Valle Verzasca a « bénéficié » de la préoccupation des pouvoirs publics cantonaux et fédéraux. Village dortoir de 47 habitants, sa perfection architectonique et son intégration écologique traditionnelle dans un cadre naturel remarquable l'ont imposé comme l'image stéréotypée d'un monde traditionnel pittoresque, diffusée largement par les feuillets de calendrier ou les affiches touristiques publicitaires. Dans une opération de prestige de vaste envergure (18) camouflant l'envers des autres villages de montagne en difficulté, le gouvernement cantonal vient de parachuter un énorme subside de protection, d'infrastructure et d'aménagement.

Il faut relever dans ce village un potentiel fortement compromis par l'effectif restreint, l'âge avancé des habitants et leur résignation à chercher leurs solutions à l'extérieur. Mais alors que cette action ne se justifie pas par des slogans courants teintés de paternalisme : développement économique, réanimation sociale, valorisation culturelle, préservation de l'originalité et de l'authenticité. Qu'elle proclame avec franchise son orientation, c'est-à-dire une sorte d'opération « clés en mains » qui attirera les résidents extérieurs et accélérera une mutation en relique muséologique.

D'ailleurs l'évolution est déjà amorcée : résidences secondaires et rôles de figuration. Une habitante interviewée récemment à la radio traduisait spontanément sa confusion : « avec tous ces visiteurs et leurs appareils photographiques je ne peux plus sortir de la maison sans mettre mes habits du dimanche »... Cette personne

déjà figurante de cinéma dans une reconstitution historique orchestrée par des producteurs politiques et administratifs associés n'a certainement pas choisi son rôle et n'a pas encore été payée pour ses prestations.

Alta Valle Maggia (Tessin). Autre illustration, autre tendance d'animation : celle entreprise par un professionnel honnête et compétent mais ignorant les données humaines qu'il ne pouvait réduire dans ses tables statistiques. Mandaté par les pouvoirs publics cantonaux, ce spécialiste a conduit son étude en deux temps : analyse de la situation d'une micro-région de montagne économiquement et humainement affaiblie, puis projet de développement par la valorisation et la protection de ses potentialités naturelles et culturelles. La gestion par les habitants assurerait une économie plus saine, une diversification des activités et un bénéfice collectif.

Mais la présentation d'un plan de parc naturel à la population locale a rencontré l'incompréhension et le refus. Parce que d'une part cette solution ne correspondait pas au vrai mythe du développement rentable et efficace où s'inscrivent prospérité et progrès en lettres majuscules. Mais surtout la démarche suivie a mis en présence un spécialiste dont la conscience professionnelle lui dictait de livrer un produit fini et une population non informée qui reçut ce projet comme une solution décidée et imposée. Les rapports de force étaient faussés dès le départ : le capital « savoir » du spécialiste sur le plan général cumulé avec sa connaissance approfondie du problème spécifique lui conféraient d'emblée une position supérieure.

Un long temps de réflexion permettra certainement aux habitants d'objectiver et d'exprimer leurs préoccupations. Déjà il semble que la population, contactée par le biais de la rénovation de bâtiments traditionnels abandonnés, entre progressivement dans le jeu. Mais le cheminement eut été plus constructif et dynamique si dès la première phase d'enquête la population avait été associée à la définition des besoins et des objectifs. Cette collaboration aurait probablement mis en échec la conception traditionnelle d'un déroulement rigide et linéaire des opérations, et elle aurait permis une adaptation à la réalité par une correction constante des idées et des solutions réagissant les unes sur les autres.

Levron (19), village valaisan aux conditions de vie saines et viables, a vu un groupe autochtone se constituer en société coopérative pour garder le contrôle et l'exploitation de terrains convoités par des spéculateurs étrangers. Très rapidement se sont esquissées des perspectives de développement touristique d'autant plus positives que les intentions exprimées visaient la promotion et le bénéfice du village entier. Depuis le moment de sa fondation il y a plus de 2 ans, cette société coopérative a consulté des spécialistes et fait établir des plans. Mais jusqu'à présent les études et projets sont restés dans les mains de quelques responsables locaux.

(18) Dans le cadre de l'année européenne du patrimoine architectural, 1975.

(19) Levron, 1974 et 1975. Séminaires de l'Ecole Polytechn. Féd. Zürich.

Ceux-ci ont systématiquement repoussé toute information des habitants qui théoriquement étaient prévus pour un rôle actif : artisans de leur propre développement.

Dans les conditions actuelles l'opération risquerait de se conformer à un schéma-type souvent observé : l'initiative par un groupe local dynamique restreint, favorable aux interventions externes, qui agit comme moteur indispensable à la réalisation touristique. Mais leurs objectifs de développement visent plutôt leur intérêt particulier que celui de la collectivité. Surtout une telle démarche met en place son propre piège : un écart s'accroissant entre les initiateurs du changement et les résistants à l'innovation qui créerait à plus ou moins long terme un blocage du développement lui-même. Il s'agit de prévoir la préparation des « retardataires » pour éviter leur marginalisation (20). Parce que le développement ne doit pas s'assurer seulement la bonne marche de la locomotive. Les wagons mal entretenus peuvent provoquer le déraillement du convoi entier.

Dans cette expérience en cours, il semblerait aujourd'hui que l'idée d'information chemine. Ce cas fréquent démontre avec pertinence que le jeu d'intérêts très

divergents crée difficultés et réticence à susciter la participation active et positive de tous.

Etables semi-communautaires. D'autres solutions plus individuelles ont été imaginées et expérimentées par des groupes restreints pour remédier à l'abandon de l'activité agro-pastorale en montagne. Actuellement en Valais une vingtaine d'exploitations semi-communautaires dites en consortage tentent d'allier les avantages des systèmes individuels et collectifs. Leurs membres aux activités diverses — architecte, gendarme, vétérinaire, fonctionnaire cantonal, garagiste, etc. — sont individuellement propriétaires du bétail et responsables de la récolte du fourrage. La propriété des bâtiments et des installations ainsi que la gestion ressortent du domaine collectif.

Les avantages se transcrivent dans les terres qu'on n'abandonne plus aux friches. Ils se lisent aussi dans une participation collective dont les nouveaux moments — fauche des prairies et « veillées » auprès des vaches — recréent identité et cohésion dans des collectivités où la spécialisation du temps, de l'espace, des objets, du travail, des personnes, des habitudes, de la vie quotidienne tend à cloisonner les individus.

4. CONCLUSION

Ainsi la voie est ouverte à l'imagination sociale créatrice et aux expérimentations stimulantes qui doivent se poursuivre malgré des erreurs de parcours inévitables et les jugements définitifs des pessimistes. Il est temps de sortir des clichés stéréotypés ou caricaturaux qui voudraient figer un univers montagnard folklorique et anachronique.

Le monde de la montagne ne doit pas être pris en charge par les spécialistes mais par les montagnards eux-mêmes. La tendance actuelle s'engage sur une voie stérile : en spécialisant les fonctions, les problèmes et

leurs solutions, la société a créé des normes toujours plus rigides et strictes qui rejettent toutes les formes déviantes et contestataires dans la pathologie. Mais la vie collective ne peut créer des consensus qu'à travers des conflits. C'est pourquoi la majorité de ces tensions et situations conflictuelles doivent être vécues dans la normalité et réglées par la collectivité.

Dans cette problématique qui met en scène les initiatives des décideurs externes et celles des usagers, nous avons fait notre choix. La réussite d'un développement dans les régions de montagne ne se traduit pas obligatoirement en indices quantitatifs d'accroissement sur des annuaires statistiques. Le résultat doit satisfaire tous les intéressés et contribuer à améliorer un BNB ou « bonheur national brut » sans frontières, nouvel indice de bien-être. Aux montagnards d'en juger.

(20) P. BOISSEAU. -- Les agriculteurs devant les programmes de développement. Revue Purpan, n° 95, Toulouse, 1975, p. 69-84.